

**Art. 10.** De Regering bepaalt de datum van inkrachttreding van dit besluit.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Waalse Gewestraad.* — 488 (1998-1999) - nrs. 1 tot 11.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 31 maart 1999. — Bespreking. Stemming.



F. 99 — 1443

[C - 99/27387]

**25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 81/97 du 17 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 1998 adoptant le Plan wallon des déchets Horizon 2010, notamment les mesures spécifiques 311, 312, 313, 314, 317, 320 et 322;

Vu l'avis de la Commission des déchets rendu le 24 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifiées par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles;

Considérant l'arrêté royal du 9 juillet 1986 réglementant les substances et préparations contenant des polychlorobiphényles et polychloroterphényles;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles;

Considérant la décision de la Conférence interministérielle de l'environnement du 25 novembre 1997;

Considérant la nécessité de prendre des mesures afin d'éliminer progressivement et dès que possible sans porter atteinte à l'environnement et à la santé publique tous les PCB/PCT identifiables;

Considérant que la directive 96/59/CE du Conseil impose la décontamination et/ou l'élimination des appareils et des PCB/PCT qui y sont contenus au plus tard à la fin de l'année 2010;

Considérant les consultations des opérateurs concernés et les concertations interrégionales;

Considérant que la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles impose que les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour s'y conformer au plus tard le 16 mars 1998 et qu'une procédure en manquement a été entamée par la Commission européenne à l'encontre de la Région wallonne en date du 21 octobre 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret;

3° PCB/PCT : les polychlorobiphényles, les polychloroterphényles, le monométhyltétrachloro-diphénylméthane, le monométhylchloro-diphénylméthane, le monométhyltribromodiphénylméthane ou tout mélange dont la teneur cumulée en ces substances est supérieure à 0,005 % en poids;

4° PCB/PCT usagé : tout PCB/PCT considéré comme déchet;

5° appareil contenant des PCB/PCT : tout appareil contenant ou ayant contenu des PCB/PCT et n'ayant pas fait l'objet d'une décontamination. Les appareils d'un type susceptible de contenir des PCB/PCT sont considérés comme contenant des PCB/PCT sauf si l'on peut raisonnablement présumer le contraire;

6° détenteur : la personne physique ou morale qui détient des PCB/PCT, des PCB/PCT usagés ou des appareils contenant des PCB/PCT;

7° décontamination : l'ensemble des opérations qui permettent que des appareils, objets, matières ou substances liquides contaminés par des PCB/PCT/PCT soient réutilisés, recyclés ou éliminés dans des conditions de sécurité, y compris la substitution, c'est-à-dire les opérations par lesquelles les PCB/PCT sont remplacés par des liquides appropriés ne contenant pas de PCB/PCT;

8° élimination : les opérations D8, D9, D10, D12 - uniquement par stockage souterrain, sûr et profond dans une formation rocheuse sèche et uniquement pour les appareils contenant des PCB/PCT et des PCB/PCT usagés qui ne peuvent pas être décontaminés - et D15 prévues à l'annexe II du décret;

9° Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

10° Office : l'Office wallon des déchets.

#### CHAPITRE II. — *Des obligations de gestion*

**Art. 2.** Tout détenteur est tenu de s'assurer que :

1° les appareils utilisés contenant des PCB/PCT soient en bon état de fonctionnement et ne présentent pas de fuite;

2° la qualité, notamment diélectrique ou hydraulique, des PCB/PCT soit conforme aux normes et spécifications techniques, selon l'usage auquel ils sont destinés;

3° toute mesure utile soit prise afin d'éviter la dispersion des PCB/PCT dans l'environnement;

4° les PCB/PCT soient entreposés loin de tout produit inflammable.

**Art. 3.** Il est interdit :

1° de séparer des PCB/PCT d'autres substances aux fins de réutilisation desdits PCB/PCT;

2° de remplir des appareils avec des PCB/PCT;

3° d'entretenir des appareils contenant des PCB/PCT hormis le cas où leur entretien peut contribuer à assurer que les PCB/PCT contenus dans ces appareils sont conformes aux normes ou aux spécifications techniques relatives à la qualité diélectrique et en attendant leur décontamination, leur mise hors service ou leur élimination conformément au présent arrêté et à condition que ces appareils soient maintenus en bon état de fonctionnement et ne présentent aucune fuite;

4° de mélanger des PCB/PCT usagés avec d'autres déchets ou produits;

5° d'incinérer des PCB/PCT ou des PCB/PCT usagés à partir de navires.

6° d'incinérer ou de détruire des PCB/PCT ou des PCB/PCT usagés en dehors des installations autorisées à cet effet.

**Art. 4.** La décontamination des transformateurs contenant plus de 0,05 % de PCB/PCT en poids est soumise aux conditions suivantes :

1° le niveau des PCB/PCT ne peut dépasser 0,05 % en poids et, si possible, 0,005% en poids;

2° le remplacement ne peut s'opérer que par un liquide ne contenant pas de PCB/PCT et présentant moins de risques;

3° le remplacement du liquide ne compromet pas l'élimination ultérieure des PCB/PCT.

**Art. 5.** Les appareils contenant des PCB/PCT non soumis à l'inventaire prévu à l'article 9 et faisant partie d'un autre appareillage, sont enlevés et collectés séparément lorsque l'appareil est mis hors service, décontaminé, valorisé ou éliminé pour autant que les techniques le permettent.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les PCB/PCT et les appareils qui en contiennent et repris à l'inventaire visé à l'article 9 doivent être décontaminés ou éliminés au plus tard le 31 décembre 2005.

Au cas où la date de fabrication est inconnue ou antérieure à l'année 1972, les opérations susvisées sont effectuées avant le 31 décembre 2001.

§ 2. Les appareils contenant des PCB/PCT dont le volume de PCB/PCT est inférieur ou égal à un décimètre cube sont éliminés en fin de vie et au plus tard le 31 décembre 2010.

§ 3. Tout PCB/PCT ou appareil contenant des PCB/PCT pour lequel le détenteur n'a pas introduit de déclaration conformément à l'article 9 est décontaminé ou éliminé endéans les 6 mois de la date d'obligation de déclaration.

§ 4. Tout PCB/PCT ou appareil en contenant qui n'est pas conforme aux normes ou spécifications techniques prévues à l'article 2 est mis hors service sans délai.

§ 5. Le délai entre la cessation d'utilisation et la décontamination et/ou l'élimination des PCB/PCT et des appareils contenant des PCB/PCT ne peut dépasser 6 mois, sauf dans le cas où le détenteur peut apporter la preuve que la filière de décontamination ou d'élimination n'est pas assurée.

§ 6. Le stockage des PCB/PCT usagés préalable à une opération d'élimination ne peut excéder 6 mois, sauf dans le cas où le détenteur peut apporter la preuve que la filière d'élimination n'est pas assurée.

**Art. 7.** Le Ministre peut accorder une dérogation à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, au détenteur d'un ou plusieurs transformateurs contenant des PCB/PCT aux conditions cumulables suivantes :

1° l'appareil contenant des PCB/PCT possède une puissance supérieure ou égale à 50 kVA;

2° le respect des conditions d'utilisation prévues à l'article 2 du présent arrêté;

3° l'appareil contenant des PCB/PCT n'est situé dans aucune des installations industrielles visées à l'article 2 de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles sauf si le fabricant prouve qu'il a pris les mesures appropriées pour prévenir l'émission dans l'environnement de PCB/PCT ou de résidus de leur combustion en cas d'accidents majeurs.

4° l'appareil contenant des PCB/PCT n'est pas situé à l'intérieur d'une enceinte ou dans un local dont les portes d'accès et les ouvertures d'aération donnent vers les locaux où s'exercent les activités principales des installations suivantes :

- a) les industries alimentaires -codes NACE-BEL 15111 à 15980-;
- b) l'industrie pharmaceutique -codes NACE-BEL 24410 à 24422-;
- c) les hôtels et restaurants -codes NACE-BEL 55110 à 55522-;
- d) l'éducation -code NACE-BEL 80101 à 800424-;
- e) les activités pour la santé humaine et les activités vétérinaires -codes NACE-BEL 85110 à 85200-;
- f) les activités d'action sociale avec hébergement -codes NACE-BEL 85311 à 85316-;
- g) les crèches et garderies d'enfants -codes NACE-BEL 85321-;
- h) les activités récréatives, culturelles et sportives -codes NACE-BEL 92111 à 92724-;

5° l'appareil contenant des PCB/PCT ne peut être accessible au public.

6° l'échéance de la dérogation ne peut excéder le 31 décembre 2010 sauf en ce qui concerne les appareils dont les liquides contiennent entre 0,05 % et 0,005% de PCB/PCT en poids et qui peuvent être éliminés au terme de leur utilisation.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. A peine d'irrecevabilité, toute demande de dérogation est introduite par le détenteur auprès de l'Office, par lettre recommandée au plus tard le 31 décembre 2000.

§ 2. La demande est motivée et, pour les détenteurs d'un ou plusieurs transformateurs contenant des PCB/PCT d'une puissance cumulée totale supérieure ou égale à 500 KVA, accompagné d'un programme de décontamination et/ou d'élimination.

§ 3. L'Office établit un rapport qu'il transmet au Ministre dans les nonante jours à dater de la réception de la demande.

§ 4. La décision ministérielle est notifiée aux demandeurs dans les cent vingt jours à dater de la réception de la demande par l'Office. A défaut de décision dans le délai imparti, la demande de dérogation sera réputée acceptée.

§ 5. Elle peut être assortie de conditions spécifiques d'exploitation de l'appareil contenant des PCB/PCT et de mise en œuvre du programme visé au § 2 du même article.

#### CHAPITRE III. — *De l'identification*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout détenteur de PCB/PCT ou d'appareils contenant un volume de plus d'un décimètre cube de PCB/PCT communique à l'Office par recommandé une déclaration dont le modèle est repris à l'annexe I.

Elle comporte au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identification du détenteur et du déclarant;
- 2° les renseignements relatifs à l'appareil et au fluide qu'il contient;
- 3° les renseignements relatifs aux dépôts de PCB/PCT;
- 4° l'emplacement de l'appareil ou des dépôts de PCB/PCT;
- 5° la date de déclaration.

Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 1 dm<sup>3</sup> englobe la somme des différents éléments d'une unité complète.

§ 2. Les appareils pour lesquels il est raisonnable de supposer que les teneurs du fluide en PCB/PCT sont comprises entre 0,005% et 0,05% en poids font l'objet d'une déclaration comprenant les informations disponibles prévues au § 1<sup>er</sup>.

Le détenteur d'appareils pour lesquels il est raisonnable de supposer qu'ils contiennent des PCB/PCT tenu d'identifier la composition du fluide dans une des circonstances suivantes :

- 1° l'ouverture du transformateur;
- 2° l'intervention humaine à l'intérieur du transformateur;
- 3° le déplacement du transformateur;
- 4° le changement de détenteur;
- 5° la fin de vie technique du transformateur.

§ 3. Toute modification des informations fournies conformément aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article est communiquée à l'Office, dans le mois, par lettre recommandée à la poste. Lorsque l'appareil est décontaminé ou éliminé, le détenteur renvoie à l'Office une des étiquettes reçues conformément à l'article 10.

**Art. 10.** Dès réception de la déclaration relative à un appareil contenant des PCB/PCT, l'Office transmet au détenteur trois étiquettes établies conformément au modèle figurant à l'annexe II pour les appareils visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, et au modèle figurant à l'annexe III pour les appareils visés à l'article 9, § 2. Le détenteur appose une étiquette sur l'appareil correspondant et une étiquette sur chacune des portes des locaux où l'appareil se trouve.

**Art. 11.** L'Office dresse et tient à jour un inventaire à partir des informations contenues dans les déclarations prévues à l'article 9.

Le Ministre, à la demande des diverses autorités publiques, chargées de la protection de l'environnement, de la sécurité des travailleurs et de la population, transmet une copie de l'inventaire ou une copie partielle de celui-ci pour ce qui les concerne. Les informations fournies ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été sollicitées.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions pénales et finales*

**Art. 12.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et réprimées conformément au décret.

**Art. 13.** Les articles 4, 5, 6, et 8, de l'arrêté royal du 9 juillet 1986 réglementant les substances et préparations contenant des polychlorobiphényles et polychloroterphényles sont abrogés.

A l'article 9 du même arrêté, les mots « des articles 4, § 3, 7, et 8 » sont remplacés par les mots « de l'article 7 ».

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### Annexe I

##### Formulaire de déclaration.1

#### I. L'identification du détenteur :

Nom de l'établissement ou du détenteur :

Adresse du siège central :

Adresse du siège d'exploitation :

N° NACE :

Nom du déclarant :

Adresse du déclarant :

N° Tél. :

#### II.1. Les renseignements relatifs à l'appareil :

a. Numéro de fabrication :

b. Type d'appareil :

c. Année de construction :

d. Poids total de l'appareil :

e. Puissance : (kVA(r))

f. Poids du diélectrique :

g. Nature du diélectrique :

h. Teneur en PCB/PCT : (% en poids)

i. Décontamination effectuée le :

j. Nature du fluide de substitution :

#### II.2. Les renseignements relatifs aux dépôts de PCB/PCT :

Poids de PCB/PCT : (kg)

Degré de contamination en PCB/PCT : (% en poids)

#### III. L'emplacement :

Localisation\* :

Mode de placement\*\* :

\* Joindre un plan de localisation à l'échelle appropriée à l'installation. Le plan peut concerner plusieurs appareils ou dépôts de fluide.

\*\* Sont notamment possibles, les modes d'emplacements suivants :

- à l'extérieur;
- dans un local qui ne fait pas partie d'un bâtiment;
- dans un local qui fait partie d'un bâtiment :
- à l'intérieur d'un bâtiment.

#### IV. Case réservée à l'administration :

Numéro de suivi :

Date de réception de la déclaration :

Fait à , le

Signature du déclarant :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe II

Description de l'étiquette visée par l'article 9, § 1er

Appareil contenant des PCB/PCT
Teneur en PCB/PCT du fluide : ..... % en poids
Détenteur : .....
Déclarant : ..... Tél. : .....
Date de déclaration : .....
Numéro de suivi délivré par l'OWD : .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe III

Description de l'étiquette visée à l'article 9, § 2

Contamination par PCB/PCT < 0,05%
Décontamination effectuée :
- par ..... (nom du substitut)
- le ..... (date)
- Détenteur : .....
- déclarant : ..... Tél. : .....
- Date de déclaration : .....
- Numéro de suivi délivré par l'OWD : .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1443

[C - 99/27387]

**25. MÄRZ 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusster Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, und teilweise annulliert durch das Urteil des Schiedshofs Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 1998 zur Genehmigung des Wallonischen Abfallplans "Horizont 2010", insbesondere der spezifischen Maßnahmen 311, 312, 312, 314, 317, 320 und 322;

Aufgrund des am 24. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens der "Commission des déchets" (Kommission für Abfälle);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Richtlinie 96/59/EG des Rates vom 16. September 1996 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 9. Juli 1986 zur Regelung der Substanzen und Präparate, die polychlorierte Biphenyle und polychlorierte Terphenyle enthalten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle;

In Erwägung des Beschlusses der interministeriellen Konferenz über die Umwelt vom 25. November 1997;

In Erwägung der Notwendigkeit, Maßnahmen zu treffen, um schrittweise und so bald wie möglich die gesamten identifizierbaren PCB/PCT zu beseitigen, ohne die Umwelt und die öffentliche Gesundheit zu gefährden;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 95/59/EG des Rates die Dekontaminierung und/oder die Beseitigung der Geräte und der PCB/PCT, die sich darin befinden, spätestens für Ende 2010 vorschreibt;

In Erwägung der Anhörungen der betroffenen Operatoren und der Konzertierungen zwischen den Regionen;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 96/59/EG des Rates vom 16. September 1996 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle erfordert, dass die Mitgliedstaaten die notwendigen Maßnahmen treffen, um sie spätestens am 16. März 1998 einzuhalten und dass die Europäische Kommission am 21. Oktober 1998 ein Verstoßverfahren gegen die Wallonische Region eingeleitet hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Abfall: jeglicher Abfall im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets;

3° PCB/PCT: polychlorierte Biphenyle, polychlorierte Terphenyle, Monomethyltetrachlordiphenylmethan, Monomethyldichlorodiphenylmethan, Monomethyldibromodiphenylmethan oder jedes Gemisch mit einem Summengewicht von mehr als 0,005 Gewichtsprozent der vorgenannten Stoffe;

4° PCB/PCT-Abfall: jegliches PCB/PCT, das als Abfall betrachtet ist;

5° PCB/PCT-haltiges Gerät: jedes Gerät, das PCB/PCT enthält oder enthalten hat und nicht dekontaminiert worden ist. Außer bei begründeter Annahme des Gegenteils werden Geräte, die möglicherweise PCB/PCT enthalten, als PCB/PCT-haltig betrachtet;

6° Besitzer: die natürliche oder juristische Person, in deren Besitz sich PCB/PCT, PCB/PCT-Abfall und/oder PCB/PCT-haltige Geräte befinden;

7° Dekontaminierung: alle Handlungen, die bewirken, dass mit PCB/PCT kontaminierte Geräte, Gegenstände, Stoffe oder Fluide wiederverwendet, stofflich verwertet oder unter sicheren Bedingungen beseitigt werden können; hierzu gehört auch der Ersatz, d.h. alle Handlungen, die darin bestehen, PCB/PCT durch ein geeignetes nicht PCB/PCT-haltiges Fluid zu ersetzen.

8° Beseitigung: die in Anhang II des Dekrets aufgeführten Verfahren D8, D9, D10, D12 (nur sichere und tiefe unterirdische Lagerung in Trockengesteinsformationen und nur für nicht dekontaminierbare Geräte, die PCB/PCT und PCB/PCT-Abfall enthalten) und D15;

9° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

10° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

#### KAPITEL II — *Bewirtschaftungsverpflichtungen*

**Art. 2** - Jeder Besitzer verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass:

1° die benutzten PCB/PCT-haltigen Geräte in einwandfreiem Zustand und dicht sind;

2° die Qualität der PCB/PCT, insbesondere ihre dielektrische und hydraulische Qualität, den technischen Normen und Spezifikationen je nach ihrer Benutzung entspricht;

3° jede nötige Maßnahme getroffen wird, um die Zerstreuung der PCB/PCT in die Umwelt zu vermeiden;

4° die PCB/PCT weit weg von brennbaren Produkten gelagert werden.

**Art. 3** - Es ist verboten:

1° PCB/PCT aus anderen Stoffen für Zwecke der Wiederverwendung der PCB/PCT herauszutrennen;

2° Geräte mit PCB/PCT zu befüllen;

3° PCB/PCT-haltige Geräte zu warten, außer wenn ihre Wartung bezweckt, dass die in diesen Geräten enthaltenen PCB/PCT die technischen Normen oder Spezifikationen in Bezug auf die dielektrische oder hydraulische Qualität erfüllen, vor ihrer Dekontaminierung, Außerdienststellung und/oder Beseitigung dem vorliegenden Erlass gemäß und unter der Bedingung, dass diese Geräte in einwandfreiem Zustand und dicht sind;

4° PCB/PCT-Abfälle mit anderen Abfällen oder Stoffen zu mischen;

5° die PCB/PCT oder die PCB/PCT-Abfälle aus Schiffen zu verbrennen;

6° die PCB/PCT oder die PCB/PCT-Abfälle außerhalb der zu diesem Zweck genehmigten Anlagen zu verbrennen oder zu vernichten.

**Art. 4** - Die Dekontaminierung der Transformatoren, die mehr als 0,05 Gewichtsprozent PCB/PCT enthalten, unterliegt den folgenden Bedingungen:

- 1° der PCB/PCT-Anteil darf 0,05 Gewichtsprozent und möglichst 0,005 Gewichtsprozent nicht überschreiten;
- 2° die Ersetzung des Fluids darf nur durch ein Fluid, das kein PCB/PCT enthält und weniger Risiken mit sich bringt, erfolgen;
- 3° die Ersetzung des Fluids beeinträchtigt die anschließende Beseitigung der PCB/PCT nicht.

**Art. 5** - Die PCB/PCT-haltigen Geräte, die nicht der in Artikel 9 vorgesehenen Bestandsaufnahmepflicht unterliegen und die Bestandteile anderer Geräte sind, werden entfernt und getrennt gesammelt, sobald das Gerät außer Betrieb gestellt, dekontaminiert, stofflich verwertet oder beseitigt wird, sofern die Techniken es ermöglichen.

**Art. 6** - § 1. Die PCB/PCT und die PCB/PCT-haltigen Geräte, die in der in Artikel 9 erwähnten Bestandsaufnahme eingetragen sind, müssen spätestens am 31. Dezember 2005 dekontaminiert oder beseitigt werden.

Wenn das Anfertigungsdatum unbekannt ist oder vor 1972 liegt, werden die oben erwähnten Maßnahmen vor dem 31. Dezember 2001 durchgeführt.

§ 2. Die PCB/PCT-haltigen Geräte mit einem PCB/PCT-Volumen von höchstens 1dm<sup>3</sup> werden am Ende ihrer Lebensdauer und spätestens am 31. Dezember 2010 beseitigt.

§ 3. Jegliches PCB/PCT oder PCB/PCT-haltiges Gerät, für das der Besitzer keine Erklärung gemäß Artikel 9 eingereicht hat, wird innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum der Meldungspflicht dekontaminiert oder beseitigt.

§ 4. Jegliches PCB/PCT oder PCB/PCT-haltiges Gerät, das den in Artikel 2 erwähnten technischen Normen oder Spezifikationen nicht entspricht, wird unverzüglich außer Dienst gestellt.

§ 5. Die Frist zwischen der Benutzungseinstellung und der Dekontaminierung und/oder der Beseitigung der PCB/PCT und der PCB/PCT-haltigen Geräte darf sechs Monate nicht überschreiten, außer wenn der Besitzer den Beweis erbringen kann, dass die Dekontaminierungs- oder Beseitigungskette nicht gewährleistet ist.

§ 6. Die Lagerung der PCB/PCT-Abfälle vor einer Beseitigung darf sechs Monate nicht überschreiten, außer wenn der Besitzer den Beweis erbringen kann, dass die Beseitigungskette nicht gewährleistet ist.

**Art. 7** - Der Minister kann dem Besitzer eines bzw. mehrerer PCB/PCT-haltigen Transformatoren eine Abweichung von Artikel 6 § 1 unter den folgenden Bedingungen gewähren:

- 1° das PCB/PCT-haltige Gerät hat eine Leistung von mindestens 50kVA;
- 2° die Erfüllung der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Benutzungsbedingungen;
- 3° das PCB/PCT-haltige Gerät befindet sich in keiner der Industrieanlagen, die in Artikel 2 des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten erwähnt sind, außer wenn der Hersteller den Beweis erbringt, dass er die geeigneten Maßnahmen getroffen hat, um im Falle von schweren Unfällen den Ausstoßen von PCB/PCT oder von Rückständen ihrer Verbrennung in die Umwelt zu vorbeugen.
- 4° das PCB/PCT-haltige Gerät befindet sich nicht innerhalb eines abgeschlossenen Bereichs oder in einem Raum, dessen Zugangstüren und Lüftungsöffnungen zu Räumen führen, in denen die wichtigsten Tätigkeiten der folgenden Anlagen ausgeübt werden:
  - a) die Nahrungsmittelindustrien - NACE-BEL-Verzeichnisse 15111 bis 15980-;
  - b) die pharmazeutische Industrie - NACE-BEL-Verzeichnisse 24410 bis 24422-;
  - c) die Gasthäuser und -stätten - NACE-BEL-Verzeichnisse 55110 bis 55522-;
  - d) die Erziehung - NACE-BEL-Verzeichnisse 80101 bis 800424-;
  - e) die Tätigkeiten im Bereich der menschlichen Gesundheit und die tierärztlichen Tätigkeiten - NACE-BEL-Verzeichnisse 85110 bis 85200-;
  - f) die Tätigkeiten im Bereich der sozialen Maßnahmen mit Unterbringung - NACE-BEL-Verzeichnisse 85311 bis 85316-;
  - g) die Kinderkrippen und -gärten - NACE-BEL-Verzeichnisse 85321-;
  - h) die Unterhaltungs-, Kultur- und Sporttätigkeiten - NACE-BEL-Verzeichnisse 92111 bis 92724-;
- 5° das PCB/PCT-haltige Gerät darf nicht für die Öffentlichkeit zugänglich sein.
- 6° Das Verfalldatum der Abweichung darf den 31. Dezember 2010 nicht überschreiten, außer was die Geräte betrifft, deren Fluide zwischen 0,05 und 0,005 Gewichtsprozent enthalten und die am Ende ihrer Benutzung beseitigt werden können.

**Art. 8** - § 1. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird jeder Antrag auf Abweichung spätestens am 31. Dezember 2000 vom Besitzer beim Amt per Einschreibebrief eingereicht.

§ 2. Der Antrag wird begründet und für die Besitzer eines bzw. mehrerer PCB/PCT-haltigen Transformatoren mit einer kumulierten Gesamtleistung von mindestens 500 KVA mit einem Dekontaminierungs- bzw. Beseitigungsprogramm versehen.

§ 3. Das Amt erstellt einen Bericht, den es dem Minister innerhalb von neunzig Tagen ab Eingang des Antrags übermittelt.

§ 4. Der Ministerialbeschluss wird den Antragstellern innerhalb von hundertzwanzig Tagen ab Eingang des Antrags beim Amt zugestellt. Mangels eines Beschlusses innerhalb der gewährten Frist wird der Antrag auf Abweichung als angenommen betrachtet.

§ 5. Er kann mit spezifischen Bedingungen für den Betrieb des PCB/PCT-haltigen Geräts und für die Durchführung des in § 2 desselben Artikels erwähnten Programms versehen werden.

KAPITEL III — *Identifizierung*

**Art. 9** - § 1. Innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermittelt jeder Besitzer von PCB/PCT oder von PCB/PCT-haltigen Geräten mit einem PCT/PCT-Volumen von mehr als 1dm<sup>3</sup> dem Amt per Einschreibebrief eine Erklärung, deren Muster in der Anlage I steht.

Sie umfasst mindestens die folgenden Angaben:

- 1° die Identifizierung des Besitzers und des Meldepflichtigen;
- 2° die Angaben betreffend das Gerät und das Fluid, das es enthält;
- 3° die Angaben betreffend die Lagerungen von PCB/PCT;
- 4° der Aufstellungsort des Geräts oder die Stellen, wo PCB/PCT gelagert wird;
- 5° das Datum der Erklärung.

Im Falle von elektrischen Kondensatoren umfasst die Schwelle von 1dm<sup>3</sup> die Summe der verschiedenen Elemente einer vollständigen Einheit.

§ 2. Die Geräte, bei denen die begründete Annahme besteht, dass die PCB/PCT-Gehalte des Fluids zwischen 0,005 und 0,05 Gewichtsprozent liegen, sind Gegenstand einer Erklärung, die die in § 1 vorgesehenen verfügbaren Angaben umfasst.

Der Besitzer von Geräten, bei denen die begründete Annahme besteht, dass sie PCB/PCT enthalten, ist verpflichtet, die Zusammensetzung des Fluids in einem der folgenden Umstände zu identifizieren:

- 1° die Öffnung des Transformators;
- 2° der menschliche Eingriff innerhalb des Transformators;
- 3° die Verstellung des Transformators;
- 4° der Besitzerwechsel;
- 5° das Ende der technischen Lebensdauer des Transformators.

§ 3. Jede Änderung der gemäß § 1 und § 2 des vorliegenden Artikels erteilten Angaben wird dem Amt innerhalb des Monats per Einschreibebrief bei der Post mitgeteilt. Wenn das Gerät dekontaminiert oder beseitigt ist, schickt der Besitzer dem Amt eins der gemäß Artikel 10 erhaltenen Etikette zurück.

**Art. 10** - Sofort nach Eingang der Erklärung betreffend ein PCB/PCT-haltiges Gerät übermittelt das Amt dem Besitzer drei Etikette gemäß dem in der Anlage II stehenden Muster für die in Artikel 9 § 1 erwähnten Geräte und gemäß dem in der Anlage III stehenden Muster für die in Artikel 9, § 2 erwähnten Geräte. Der Besitzer bringt ein Etikett auf das entsprechende Gerät und ein Etikett auf jede der Türen der Räume, in denen sich dieses Gerät befindet, an.

**Art. 11** - Das Amt stellt eine Bestandsaufnahme auf und vervollständigt diese nach den Angaben, die in den in Artikel 9 erwähnten Erklärungen stehen.

Auf Antrag der verschiedenen öffentlichen Behörden, die mit dem Umweltschutz, der Sicherheit der Arbeitnehmer und der Bevölkerung beauftragt sind, übermittelt der Minister diesen Behörden eine Abschrift der Bestandsaufnahme oder eine Teilabschrift dieser Bestandsaufnahme für den Teil, der sie betrifft. Die erteilten Angaben dürfen nur für den Zweck, für den sie beantragt worden sind, benutzt werden.

KAPITEL IV — *Strafrechtliche Vorschriften und Schlussbestimmungen*

**Art. 12** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß dem Dekret ermittelt, festgestellt, verfolgt und bestraft.

**Art. 13** - Die Artikel 4, 5, 6 und 8 des Königlichen Erlasses vom 9. Juli 1986 zur Regelung der Substanzen und Präparate, die polychlorierte Biphenyle und polychlorierte Terphenyle enthalten, werden aufgehoben.

In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter "der Artikel 4, § 3, 7 und 8" durch die Wörter "von Artikel 7" ersetzt.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 15** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 25. März 1999.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—

## Anlage I

## Anmeldungsformular.1

## I. Identifizierung des Besitzers

Name des Betriebs oder des Besitzers:

Anschrift des Zentralsitzes:

Anschrift des Betriebssitzes:

NACE-Nr.:

Name des Meldepflichtigen:

Anschrift des Meldepflichtigen:

Rufnummer:



## II.1. Auskünfte bezüglich des Geräts

- a. Herstellungsnummer:  
 b. Typ des Geräts:  
 c. Baujahr:  
 d. Gesamtgewicht des Geräts:  
 e. Leistung: (kVA [r])  
 f. Gewicht des Dielektrikums:  
 g. Natur des Dielektrikums:  
 h. PCB/PCT-Gehalt: (Gewichtsprozent).  
 i. Dekontaminierung vorgenommen am:  
 j. Natur des Ersatzfluids:

## II.2. Auskünfte bezüglich der Lagerungen von PCB/PCT:

- PCB/PCT-Gewicht: (kg)  
 Grad der PCB/PCT-Kontaminierung: (Gewichtsprozent)

## III. Aufstellungsort:

- Lokalisierung\*:  
 Art der Aufstellung\*\*:

\* Bitte einen Lokalisierungsplan in einem der Anlage angepassten Maßstab beifügen. Der Plan kann mehrere Geräte oder Fluidlagerungen betreffen.

\*\* Die folgenden Aufstellungsorte sind möglich:

- Im Freien;
- in einem Raum, der nicht zu einem Gebäude gehört;
- in einem Raum, der zu einem Gebäude gehört;
- innerhalb eines Gebäudes.

## IV. Für die Verwaltung bestimmtes Feld

- Bearbeitungsnummer:  
 Eingangsdatum der Anmeldung:  
 Geschehen zu am  
 Unterschrift des Meldepflichtigen:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 25. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
 G. LUTGEN

## Anlage II

Beschreibung des in Artikel 9 § 1 erwähnten Etiketts

PCB/PCT-haltiges Gerät
PCB/PCT-Gehalt des Fluids: .....
Gewichtsprozent
Besitzer: .....
Medepflichtiger: .....
Meldungsdatum: .....
Vom "OWD" (Wallonisches Amt für Abfälle) erteilte Bearbeitungsnummer: .....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 25. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
 G. LUTGEN

## Anlage II

Beschreibung des in Artikel 9 § 1 erwähnten Etiketts

PCB/PCT-Kontaminierung < 0,05%
Dekontaminierung vorgenommen:
- durch ..... (Name des Ersatzfluids)
- am ..... (Datum)
Besitzer: .....
Medepflichtiger: .....
Meldungsdatum: .....
Vom "OWD" (Wallonisches Amt für Abfälle) erteilte Bearbeitungsnummer: .....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 25. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

## VERTALING

N. 99 — 1443

[C — 99/27387]

**25 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer en gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof nr. 81/97 van 17 december 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 1998 tot goedkeuring van het Waalse afvalplan "Horizon 2010", inzonderheid op de specifieke maatregelen 311, 312, 313, 314, 317, 320 en 322;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 24 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op Richtlijn 96/59/EG van de Raad van 16 september 1996 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1986 tot reglementering van de stoffen en preparaten die polychloorbifenylen en polychloorterfenylen bevatten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Gelet op de beslissing van de interministeriële Milieuconferentie van 25 november 1997;

Overwegende dat maatregelen moeten worden genomen om zo spoedig mogelijk alle identificeerbare PCB's en PCT's geleidelijk te verwijderen zonder het milieu en de openbare gezondheid te schaden;

Overwegende dat Richtlijn 96/59/EG van de Raad eist dat de apparaten en de PCB's/PCT's die ze bevatten, uiterlijk 2010 worden gereinigd en/of verwijderd;

Gelet op de raadplegingen van de betrokken operateurs en op de intergewestelijke overlegvergaderingen;

Overwegende dat Richtlijn 96/59/EG van de Raad van 16 september 1996 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen eist dat de Lidstaten de nodige maatregelen treffen om uiterlijk 16 maart 1998 aan de Richtlijn te voldoen en dat de Europese Commissie op 21 oktober 1998 een procedure wegens verzuim tegen het Waalse Gewest heeft ingesteld;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° afvalstoffen : alle afvalstoffen bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet;

3° PCB's/PCT's : polychloorbifenylen, polychloorterfenylen, monomethyltetrachloordifenylnmethaan, monomethyldichloorfenylnmethaan, monomethyldibroomdifenylnmethaan of alle mengsels waarvan het totale gehalte aan deze stoffen hoger is dan 0,005 gewichtsprocent;

4° gebruikte PCB's/PCT's : alle PCB's/PCT's die als afval worden beschouwd;

5° PCB's/PCT's bevattend apparaat : apparaat dat PCB's/PCT's bevat of heeft bevat en dat niet gereinigd is. Apparaten van het type dat mogelijk PCB's/PCT's bevat, worden beschouwd als apparaten die PCB's/PCT's bevatten, tenzij redelijkerwijs het tegendeel kan worden aangenomen;

6° houder : natuurlijke of rechtspersoon die in het bezit is van PCB's/PCT's, gebruikte PCB's/PCT's of PCB's/PCT's bevattende apparaten;

7° reiniging : geheel van handelingen waardoor apparaten, voorwerpen, materialen of vloeistoffen die door PCB's/PCT's verontreinigd zijn, opnieuw gebruikt, gerecycleerd of veilig verwijderd kunnen worden, vervanging inbegrepen, m.a.w. handelingen om PCB's/PCT's te vervangen door geschikte vloeistoffen die geen PCB's/PCT's bevatten;

8° verwijdering : de handelingen D8, D9, D10, D12 - alleen veilige, diepe, ondergrondse opslag in een droge rotsformatie en uitsluitend voor apparaten die PCB's/PCT's en gebruikte PCB's/PCT's bevatten en niet kunnen worden gereinigd - en D15 als bedoeld in bijlage II bij het decreet;

9° Minister : de Minister van Leefmilieu;

10° Dienst : de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen).

## HOOFDSTUK II. — *Beheersverplichtingen*

**Art. 2.** Elke houder moet ervoor zorgen dat :

1° de gebruikte apparaten die PCB's/PCT's bevatten, in goede staat zijn en geen lekken vertonen;

2° de diëlektrische of hydraulische kwaliteit van de PCB's/PCT's aan de technische normen en specificaties voldoet, al naar gelang het gebruik waarvoor ze bestemd zijn;

3° de nodige maatregelen worden genomen om de verspreiding van PCB's/PCT's in het milieu te voorkomen;

4° de PCB's/PCT's gescheiden worden gehouden van brandbare stoffen.

**Art. 3.** Het is verboden :

1° PCB's/PCT's van andere stoffen te scheiden om ze te hergebruiken;

2° apparaten met PCB's/PCT's te vullen;

3° apparaten die PCB's/PCT's bevatten te onderhouden, behalve als het onderhoud ertoe bijdraagt dat de PCB's/PCT's aan de technische normen of specificaties betreffende de diëlektrische kwaliteit voldoen en behalve in afwachting van hun reiniging, buitengebruikstelling of verwijdering en op voorwaarde dat de apparaten in goede staat van werking worden gehouden en geen lekken vertonen;

4° gebruikte PCB's/PCT's met andere afvalstoffen of producten te mengen;

5° PCB's/PCT's of gebruikte PCB's/PCT's op schepen te verbranden;

6° PCB's/PCT's of gebruikte PCB's/PCT's buiten de goedgekeurde installaties te verbranden of te verwijderen.

**Art. 4.** Transformatoren met meer dan 0,05 PCB's/PCT's gewichtsprocent worden gereinigd onder de volgende voorwaarden :

1° het gehalte aan PCB's/PCT's mag niet hoger zijn dan 0,05 % en, indien mogelijk, 0,005 gewichtsprocent;

2° de PCB's/PCT's mogen slechts worden vervangen door een vloeistof die geen PCB's/PCT's bevat en die minder risicodragend is;

3° de vervanging van de vloeistof mag de latere verwijdering van de PCB's/PCT's niet op het spel zetten.

**Art. 5.** De PCB's/PCT's bevattende apparaten die niet overeenkomstig artikel 9 moeten worden geïnventariseerd en die een onderdeel zijn van een ander apparaat, worden weggehaald en afzonderlijk ingezameld wanneer het apparaat buiten gebruik wordt gesteld, gereinigd, gerecycleerd of verwijderd voor zover de technieken het toelaten.

**Art. 6.** § 1. De PCB's/PCT's en de apparaten die er bevatten en in de in artikel 9 bedoelde inventaris opgenomen zijn, moeten uiterlijk 31 december 2005 gereinigd of verwijderd worden.

Als de bouwdatum onbekend is of als het apparaat vóór 1972 is gebouwd, worden bovenvermelde handelingen vóór 31 december 2001 uitgevoerd.

§ 2. De PCB's/PCT's bevattende apparaten waarvan het PCB/PCT-volume kleiner is dan of gelijk is aan een kubieke decimeter, worden verwijderd aan het einde van hun levensduur, uiterlijk 31 december 2010.

§ 3. Alle PCB's/PCT's of PCB's/PCT's bevattende apparaten die de houder niet overeenkomstig artikel 9 heeft aangegeven, worden gereinigd of verwijderd binnen zes maanden na de datum waarop de aangifte moet plaatsvinden.

§ 4. Alle PCB's/PCT's of PCB's/PCT's bevattende apparaten die niet voldoen aan de technische normen of specificaties bedoeld in artikel 2, worden onmiddellijk buiten gebruik gesteld.

§ 5. De termijn tussen de buitengebruikstelling en de reiniging en/of de verwijdering van de PCB's/PCT's en de PCB's/PCT's bevattende apparaten mag niet langer duren dan zes maanden, behalve als de houder kan bewijzen dat het reinigings- of verwijderingsproces niet verzekerd is.

§ 6. De opslag van gebruikte PCB's/PCT's voorafgaand aan een verwijderingshandeling mag niet langer duren dan zes maanden, behalve als de houder kan bewijzen dat het verwijderingsproces niet verzekerd is.

**Art. 7.** De Minister kan de houder van één of meer PCB's/PCT's bevattende transformatoren een afwijking van artikel 6, § 1, toestaan onder de volgende cumuleerbare voorwaarden :

1° het PCB's/PCT's bevattende apparaat heeft een vermogen van 50 kVA of meer;

2° de naleving van de in artikel 2 van dit besluit bedoelde gebruiksvoorschriften;

3° het PCB's/PCT's bevattende apparaat bevindt zich niet in één van de industriële installaties bedoeld in artikel 2 van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten, behalve als de fabrikant bewijst dat hij de gepaste maatregelen heeft genomen om te voorkomen dat PCB's/PCT's of afval van de verbranding ervan in geval van zware ongevallen in het milieu terechtkomen;

4° het PCB's/PCT's bevattende apparaat bevindt zich niet binnen een omheining of in een lokaal waarvan de toegangsdeuren en de luchtroosters verbonden zijn met lokalen waar de volgende bedrijven hun activiteiten uitoefenen :

- a) voedingsbedrijven - NACE-BEL codes 15111 à 15980;
- b) farmaceutische bedrijven - NACE-BEL codes 24410 à 24422;
- c) hotels en restaurants - NACE-BEL codes 55110 à 55522;
- d) activiteiten i.v.m. opvoeding - NACE-BEL code 80101 à 800424;
- e) activiteiten i.v.m. de gezondheid van de mens en diergeneeskunde - NACE-BEL codes 85110 à 85200;
- f) activiteiten i.v.m. sociale actie en huisvesting - NACE-BEL codes 85311 à 85316;
- g) crèches en kinderdagverblijven - NACE-BEL codes 85231;
- h) culturele, recreatie- en sportactiviteiten - NACE-BEL codes 92111 à 92724;

5° het PCB's/PCT's bevattende apparaat is niet toegankelijk voor het publiek;

6° de afwijking geldt tot uiterlijk 31 december 2010, behalve voor apparaten waarvan de vloeistoffen tussen 0,05 en 0,005 gewichtsprocent PCB's/PCT's bevatten en die na hun gebruik kunnen worden verwijderd.

**Art. 8.** § 1. De houder richt zijn aanvraag om afwijking uiterlijk 31 december 2000 bij aangetekend schrijven aan de Dienst, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

§ 2. De aanvraag wordt met redenen omkleed en en gaat vergezeld van een reinigings- en/of verwijderingsprogramma voor houders van één of meer PCB's/PCT's bevattende transformatoren met een totaalvermogen van 500 kVA of meer.

§ 3. De Dienst maakt een verslag op en stuurt het binnen negentig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de Minister.

§ 4. De ministeriële beslissing wordt door de Dienst aan de aanvragers meegedeeld binnen honderd twintig dagen na ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag om afwijking geacht aangenomen te zijn.

§ 5. Ze kan voorzien in specifieke voorwaarden voor de exploitatie van het PCB's/PCT's bevattende apparaat en voor de tenuitvoerlegging van het in § 2 van dit artikel bedoelde programma.

### HOOFDSTUK III. — *Identificatie*

**Art. 9.** § 1. Elke houder van PCB's/PCT's of van apparaten met een volume PCB's/PCT's van meer dan een kubieke decimeter, bezorgt de Dienst binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bij aangetekend schrijven een aangifte, waarvan het formulier in bijlage I opgenomen is.

Het aangifteformulier bevat ten minste de volgende gegevens :

- 1° de personalia van de houder en de aangever;
- 2° gegevens over het apparaat of de vloeistof die het bevat;
- 3° gegevens over de opslagplaatsen van PCB's/PCT's;
- 4° de lokalisering van het apparaat of van de opslagplaatsen van PCB's/PCT's;
- 5° de aangiftedatum.

In geval van elektrische condensatoren omvat de drempel van 1 dm<sup>3</sup> de som van de verschillende bestanddelen van een hele eenheid.

§ 2. Apparaten waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de vloeistoffen die ze bevatten tussen 0,05 en 0,005 gewichtsprocent PCB's/PCT's hebben, maken het voorwerp uit van een aangifte met de in § 1 bedoelde gegevens.

De houder van apparaten waarvan redelijkerwijs mag worden aangenomen dat ze PCB's/PCT's bevatten, moet de samenstelling van de vloeistof in één van de volgende gevallen opgeven :

- 1° de opening van de transformator;
- 2° de menselijke tussenkomst in de transformator;
- 3° de verplaatsing van de transformator;
- 4° de verandering van houder;
- 5° het einde van de technische levensduur van de transformator.

§ 3. Elke wijziging van de overeenkomstig de §§ 1 en 2 van dit artikel verstrekte gegevens wordt binnen één maand bij ter post aangetekende brief aan de Dienst meegedeeld. Bij reiniging of verwijdering van het apparaat, stuurt de houder één van de overeenkomstig artikel 10 verkregen etiketten terug aan de Dienst.

**Art. 10.** Na ontvangst van de aangifte betreffende een PCB's/PCT's bevattend apparaat bezorgt de Dienst de houder drie etiketten opgemaakt naar het model in bijlage II voor de in artikel 9, § 1, bedoelde apparaten en naar het model in bijlage III voor de in artikel 9, § 2, bedoelde apparaten. De houder brengt een etiket aan op het gepaste apparaat en een etiket op elke deur van de lokalen waar het apparaat zich bevindt.

**Art. 11.** De Dienst houdt een inventaris op grond van de gegevens die in de in artikel 9 bedoelde aangiften vermeld worden.

De Minister bezorgt de verschillende openbare overheden belast met milieubescherming, met de veiligheid van de werknemers en de bevolking die erom verzoeken een afschrift of een gedeeltelijk afschrift van de inventaris in verband met de punten die hen aanbelangen. De verstrekte gegevens mogen enkel worden gebruikt voor het doel waarvoor ze worden aangevraagd.

#### HOOFDSTUK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 12.** De overtredingen van de bepalingen van dit decreet worden overeenkomstig het decreet opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft.

**Art. 13.** De artikelen 4, 5, 6 en 8 van het koninklijk besluit van 9 juli 1986 tot reglementering van de stoffen en preparaten die polychloorbifenylen en polychloorterfenylen bevatten, worden opgeheven.

In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de termen "van artikel 4, § 3, en van de artikelen 7 en 8" vervangen door de termen "van artikel 7".

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

—

#### Bijlage I

##### Aangifteformulier.1

I. Identificatie van de houder :

Naam van de inrichting of de houder :

Adres van de hoofdzetel :

Adres van de bedrijfszetel :

NACE nr. :

Naam van de aangever :

Adres van de aangever :

Telefoon :

II.1. Gegevens over het apparaat :

a. Bouwnummer :

b. Type apparaat :

c. Bouwjaar :

d. Totaalgewicht van het apparaat :

e. Vermogen : (kVA®)

f. Gewicht van de diëlektrische stof :

g. Aard van de diëlektrische stof :

h. Concentratie PCB's/PCT's : (gewichtsprocent)

i. Gereinigd op :

j. Substitutievloeistof :

II.2. Gegevens over de opslagplaatsen van PCB's/PCT's :

Gewicht van de PCB's/PCT's : (kg)

Graad van de besmetting met PCB's/PCT's : (gewichtsprocent)

III. Plaats :

Lokalisatie \* :

Wijze van plaatsing\*\* :

\* Een lokalisatieplan bijvoegen op een schaal die met de installatie overeenstemt. Het plan kan betrekking hebben op verschillende apparaten of vloeistofopslagplaatsen.

\*\* De volgende wijzen van plaatsing zijn met name mogelijk :

- buiten;
- in een lokaal dat niet deel uitmaakt van een gebouw;
- in een lokaal dat deel uitmaakt van een gebouw;
- binnen een gebouw.

IV. Vak voorbehouden aan het bestuur :  
 Opvolgingsnummer :  
 Datum van ontvangst van de aangifte :  
 Opgemaakt te, op  
 Handtekening van de aangever :  
 Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de  
 verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen.  
 Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN

---

Bijlage II

Beschrijving van het in artikel 9, § 1, bedoelde etiket

PCB's/PCT's bevattend apparaat
Concentratie PCB's/PCT's in de vloeistof : ..... gewichtsprocent
Houder : .....
Aangever : ..... Tel : .....
Aangiftedatum .....
Opvolgingsnummer afgegeven door de "Office wallon des déchets" : .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de  
 verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen.  
 Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN

---

Bijlage III

Beschrijving van het in artikel 9, § 2, bedoelde etiket

Verontreiniging met PCB's/PCT's < 0,05 %
Gereinigd :
- door ..... (naam van het vervangingsproduct)
- op ..... (datum)
- Houder : .....
- Aangever : ..... Tel : .....
- Opvolgingsnummer afgegeven door de "Office wallon des déchets" : .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de  
 verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen.  
 Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN